

Les études européennes 2019-2022 : désunies dans la diversité ?

Chronique bibliographique sur les études européennes coordonnée par Maxime Behar, Chloré Bérut, Agathe Piquet et Antonin Thyraud

Introduction

Depuis 2019, dernière année couverte par la chronique bibliographique précédente sur les études européennes¹, l'actualité européenne a été riche : le Royaume-Uni est officiellement sorti de l'Union européenne (UE) ; la pandémie de COVID-19 a frappé de plein fouet les systèmes politiques, économiques et sociaux nationaux et européens ; l'invasion russe de l'Ukraine a marqué le retour de la guerre aux frontières de l'UE. Ces événements particulièrement saillants ne doivent pas occulter la multitude de réformes, questionnements et débats plus discrets qui ont également animé la scène européenne et qui ont été également étudiés par la littérature prolifique sur les questions européennes.

Etat des lieux de la littérature récente sur l'Europe

Force est en effet de constater le foisonnement de ce champ académique. Pour la seule période 2019-2021 une recherche systématique parmi les principaux éditeurs scientifiques anglophones et francophones² révèle que plus de 300 ouvrages ont été publiés sur l'objet européen. Cette profusion scientifique rend difficile tout travail de recension systématique et impose de définir plus clairement ce qui relève ou non des « études européennes ». Le choix effectué par les coordinateur·rice·s de cette nouvelle chronique bibliographique a été d'écarter les écrits traitant de l'Europe comme entité géographique et de ne conserver que les publications explorant explicitement une ou plusieurs dimensions de l'UE en tant que système politique. Une telle décision ne restreint pas les études européennes à la seule analyse des activités communautaires et à celles et ceux qui y participent. Elle invite plutôt à considérer la diversité des acteur·rices, dynamiques, discussions qui se déroulent aux différentes échelles de l'Europe, à la fois en-deçà, au-delà et à ses marges et qui contribuent à la construction européenne. Cette présélection a ainsi mené à une liste finale de 58 ouvrages, aux méthodes et focales disciplinaires variées.

Ce premier repérage fournit des indications précieuses sur le champ des études européennes. En premier lieu, nous avons pu observer que si les publications sur l'UE étaient nombreuses chez les éditeurs anglophones, les maisons d'édition francophones que nous avons suivies ne

¹ Avril Lola, Lebrou Vincent et Morival Yohann, (dir.) « Chronique bibliographique sur les études européennes », *Revue française de science politique*, vol. 69, n° 4, 2019.

² Pour les éditeurs anglophones : Elsevier, Sage, Palgrave MacMillan, Routledge, Oxford University Press, Cambridge University Press, Taylor & Francis, Wiley, Peter Lang, Presses universitaires américaines (Chicago, Duke...). Pour les éditeurs francophones : Presses universitaires françaises (Rennes, Strasbourg, Grenoble, Midi, Septentrion, Sciences Po), Presses universitaires de France (PUF), L'Harmattan, Economica, Mare et Martin, Les éditions de l'EHESS, Sorbonne Université Presse, Éditions Rue d'Ulm, Éditions Bruylant, De Boeck Supérieur, Éditions de l'ULB, La Découverte, Éditions Agone, Éditions du Croquant. Ce travail a été doublé d'une recherche dans des plateformes génériques pour éviter l'omission de titres, et les recenseur.e.s pouvaient également proposer des publications qui n'apparaissaient pas dans la liste établie.

présentaient que 25 nouvelles publications sur l'UE en trois ans. Une meilleure interprétation de ce chiffre nécessiterait de comparer les volumes généraux de publications de ces éditeurs. Néanmoins, il est important de noter qu'un constat similaire avait déjà été posé par la précédente chronique sur les études européennes, pour qui le faible nombre de publications francophones témoignait d'un paradoxe au regard de la structuration importante d'un champ français des études européennes.³ Cette observation soulève donc des interrogations : signifie-t-elle un manque d'intérêt des éditeurs francophones pour l'intégration européenne ? Suggère-t-elle une forte internationalisation des chercheurs·e·s de ce champ ? Ou encore, est-elle le reflet d'un sous-champ disciplinaire encore difficile à identifier ? Si nous ne prétendons pas y répondre entièrement ici, cette chronique permet d'esquisser quelques pistes de réponses.

Ensuite, ce travail de présélection des ouvrages a permis d'identifier un certain nombre de thématiques récurrentes au sein des études européennes. Deux premières tendances sont d'autant plus fortes qu'elles étaient déjà prédominantes dans la chronique bibliographique précédente. D'une part, un premier bloc d'ouvrages très important (environ une soixantaine) abordent l'UE comme acteur des relations internationales, que ce soit au niveau de la géopolitique et de la diplomatie à l'échelle mondiale ou dans le cadre des relations bilatérales nouées avec certains pays ou régions. D'autre part, une quarantaine d'ouvrages sont consacrés aux crises de toute nature traversant le système politique européen : Brexit, crise économique et financière, crise de légitimité des institutions européennes, désintégration européenne, populisme, euroscepticisme et la plus récente en date, crise de la COVID-19. Le thème des crises semble désormais si inhérent au système européen qu'il fait même l'objet depuis 2020 de manuels entièrement dédiés à cette thématique.⁴ Face à ce constat de crises permanentes, une série d'ouvrages proposent en réponse de penser le(s) futur(s) de l'UE, dressant leur propre bilan des difficultés et défis rencontrés par la construction européenne et établissant généralement une liste de recommandations et solutions à adopter pour assurer la pérennité du projet européen. Outre ces deux 'poids lourds' des études européennes, les publications se structurent autour d'un ensemble divers d'enjeux sectoriels (culture, économie politique, environnement etc.) avec deux objets plus investis que les autres : le droit et le système juridique de l'UE (plus de 25 ouvrages) et les migrations, à l'intérieur et à l'extérieur des frontières européennes (une vingtaine de contributions). En revanche, dans la continuité de la chronique bibliographique précédente, certaines politiques, pourtant centrales du système politique européen, semblent susciter un nombre limité de recherches, à l'instar de la politique agricole commune ou des politiques de cohésion. Si ces premiers constats sont déjà révélateurs d'une structuration particulière des études européennes, une analyse de la sélection et du travail de recension des 19 participant.e.s à cette nouvelle chronique bibliographique est également riche d'enseignements quant aux centres d'intérêt scientifiques des chercheurs·e·s francophones.

De prime abord, les ouvrages sélectionnés pour cette chronique n'ont pas vocation à représenter de manière exhaustive les publications scientifiques sur l'UE. Pour autant, ils reflètent dans l'ensemble le fonctionnement de ce champ. Les lecteur.rice.s de ce numéro

³ Avril Lola, Lebrou Vincent et Morival Yohann, « Chronique bibliographique sur les études européennes », *Revue française de science politique*, vol. 69, n° 4, 2019, p. 685-688. Voir aussi Mégie Antoine, Vauchez Antoine, « Introduction. Crise, crises et crisologie européenne », *Politique européenne*, vol. 44, no. 2, 2014, p. 8-22.

⁴ Riddervold Marianne, Trondal Jarle et Newsome Akasemi (dir.), *The Palgrave Handbook of EU Crises*, 1st ed., Palgrave Macmillan, 2020, 788 p. ; Coman Ramona, Crespy Amandine et Vivien A. Schmidt (dir.), *Governance and Politics in the Post-Crisis European Union*, Cambridge, Cambridge University Press, 2020, 420 p.

spécial retrouveront ainsi la prédominance d'ouvrages publiés par des éditeurs anglo-saxons, portant sur les principales thématiques identifiées lors du repérage global des ouvrages : l'UE comme acteur des relations internationales⁵ et l'UE comme projet politique traversé par des crises⁶. Les auteur.e.s des recensions se sont également largement tourné.e.s vers le traitement de politiques européennes sectorielles (environnement/énergie, finance/économie politique, politiques sociales et de santé). Compte-tenu du nombre d'ouvrages recensés par rapport au corpus initial, cette sélection témoigne de la grande diversité des sujets d'intérêt des chercheur.e.s francophones ayant contribué à ces chroniques. En revanche, une des différences majeures du point de vue des objets est l'absence de recension d'ouvrages traitant du droit ou du système juridique européen. Le fonctionnement du système européen a en effet été essentiellement abordé au travers d'ouvrages traitant de notions liées à la gouvernance (en particulier le rôle des groupes d'intérêt⁷), ou s'intéressant au fonctionnement des institutions politiques (notamment des parlements⁸), reflétant sans doute un biais 'politiste' dans la sélection des ouvrages à recenser.

Quelques réflexions à l'aune des récents travaux

Au-delà de leur diversité thématique, les ouvrages recensés présentent certaines caractéristiques communes. Premièrement, nous pouvons noter une prédominance de l'usage de méthodes qualitatives, reposant sur l'analyse documentaire et d'archives, sur la conduite d'entretiens et l'observation ethnographique. Cela peut s'expliquer par la difficulté de saisir des objets internationaux autrement que par des terrains localisés et qui se prêtent bien aux méthodologies qualitatives. Il nous semble également que ces mêmes objets à dimension continentale sont difficilement appréhendables, faute de données disponibles. Si des travaux récents⁹ proposent des cadres méthodologiques novateurs, cela reste un processus naissant.

Deuxièmement, les ouvrages recensés reflètent l'intérêt des chercheur.e.s francophones pour la multidisciplinarité. En témoignent les recensions d'ouvrages adoptant une lecture historique de l'intégration européenne¹⁰ ou offrant une perspective philosophique

⁵ Voir la lecture croisée sur les relations UE-Chine de Guillaume Thibault et Antonin Thyrdard (Miskimmon, O'Loughlin, Zeng (dir.), *One Belt, One Road, One Story? Towards an EU-China Strategic Narrative*, Palgrave MacMillan, 2021 ; Ling (dir.), *China-EU Relations in a New Era of Global Transformation*, Routledge, 2022 ; Men, Schunz et Freeman, *The Evolving Relationship Between China, the EU and the USA*, Routledge, 2020) et la recension de Laure Assayag (Casarini (dir.), *EU-Korea Security Relations*, Routledge, 2021).

⁶ Voir la lecture croisée sur les effets de la « polycrise » de l'Union européenne de Lola Avril, Samuel B.H. Faure, Vincent Lebrou (Coman, Crespy et Schmidt (dir.) *Governance and Politics in the post-Crisis European Union*, Cambridge University Press, 2020 ; Cotta, Isernia, *The EU through Multiple Crises. Representation and Cohesion Dilemmas for a 'Sui Generis' Polity*, Routledge, 2020 ; Voltolini, Natorski, Hay (dir.), *Crisis and Politicisation: The Framing and Re-framing of Europe's Permanent Crisis*, Routledge, 2021) et la recension d'Agathe Piquet (Van Kemseke, *Europe Reinvented: How COVID-19 is changing the European Union*, Boeklyn, 2020).

⁷ Voir la recension de Romain Mespoulet (Truijens, *Interest Groups and Experimentalist Governance in the EU: New Modes of Lobbying*, Palgrave Macmillan, 2021) et celle d'Antonin Thyrdard (Beauvallet, Robert, Roullaud (dir.), *EU Affairs. Sociologie des lobbyistes européens*, Peter Lang, 2022).

⁸ Voir la recension de Marie Acabo (De Feo, Shackleton, *Shaping Parliamentary Democracy: Collected Memories from the European Parliament*, Palgrave Macmillan, 2019).

⁹ Huguée, Penissat, Spire, et Hjellbrekke, *Class boundaries in Europe: the Bourdieusian approach in perspective*. Routledge advances in sociology. Abingdon, Oxon ; New York, NY: Routledge, 2023.

¹⁰ Voir la recension de Antonin Thyrdard (Warloutzet, *Europe contre Europe - Entre liberté, solidarité et puissance*, Paris, CNRS, 2022.), et celle de Maxime Behar (Kiran Klaus, *Project Europe: A History*, Cambridge University Press, 2020).

originale sur le système politique européen¹¹. Plus encore, la recension de différents ouvrages collectifs interdisciplinaires souligne l'appétence de la recherche francophone pour ces approches¹². Mais cet attrait pour la pluridisciplinarité semble aussi nous dire que la science politique de l'Europe n'a pas encore véritablement trouvé sa place, ou que son institutionnalisation est encore incomplète. Son objet, le gouvernement de l'Europe, est toujours traité à l'intérieur des frontières déjà établies, souvent en fonction des cultures nationales de recherche. À l'échelle globale, les études européennes constituent de ce fait plus un objet d'enquête partagé qu'une discipline véritablement installée.

Troisièmement, comme dans la précédente chronique, nous observons toujours une ouverture des recenseur.e.s à des auteur.e.s, qui n'appartiennent pas tou.te.s au champ académique à proprement parler : acteurs politico-administratifs¹³, experts syndicaux¹⁴, voire artistes avec la recension de l'ouvrage d'Yves Mettler, qui interroge notre rapport à l'Europe au travers d'une analyse des « places de l'Europe » de plusieurs villes européennes.¹⁵ C'est ici sans doute que se trouve l'illustration la plus saillante des difficultés de structuration des sciences politiques de l'Europe : à l'instar d'une mise en abîme, cette porosité européenne entre champ académique et politique, soulignée par Cécile Robert et Antoine Vauchez il y a une dizaine d'années,¹⁶ fait l'objet de l'ouvrage *La fabrique savante de l'Europe* de Hugo Canihac recensé au sein de cette chronique¹⁷.

Des études européennes aux contours indéfinis

En conclusion, la préparation et la réalisation de cette nouvelle chronique bibliographique se sont révélées riches d'enseignements sur les études européennes. Ces dernières semblent *a priori* susciter un intérêt vif reflété par le nombre élevé d'ouvrages publiés.

Cependant, il est important de noter que nombre de ces livres sont des rééditions qui, certes actualisent les connaissances des questions européennes mais sans apporter d'innovations supplémentaires en comparaison à leur première version. Le champ éditorial sur l'Europe est par ailleurs marqué par des travaux de qualité inégale. L'une des raisons pourrait être la diversité des auteur.e.s dont une partie n'est pas issue du monde professionnel de la recherche. Si cette diversité peut sembler être une force des études européennes, elle rend aussi souvent l'interprétation des résultats difficile pour trois raisons : la méthode utilisée n'est pas toujours explicitée ; la réflexivité demeure limitée sur les termes et concepts utilisés, certains appartenant au langage indigène ; et les enjeux normatifs et prescriptifs prennent parfois l'ascendant sur la démarche scientifique. Sur ce dernier point, les ouvrages

¹¹ Voir la recension de Nicolas Arens (Spector, *No démos ? Souveraineté et démocratie à l'épreuve de l'Europe*, Seuil, 2021) et celle de Laure Assayag (Kovačević, *Europe's Hidden Federalism, Federal Experiences of European Integration*, Routledge, 2017).

¹² Voir la recension d'Agathe Piquet (Bakardjieva Engelbrekt, Michalski, Bremberg, Oxelheim (dir.), *Trust in the EU in Challenging Times*, Palgrave MacMillan, 2020) ou celle de Quentin Mauduit (Kalman, Wellings, Jacotine (dir.), *Eurovision : Identity and the International Politics of the Eurovision Song Contest since 1956*, Palgrave MacMillan, 2019).

¹³ Voir la recension d'Agathe Piquet (Van Kemseke, *Europe Reinvented : How COVID-19 is changing the European Union*, Boeklyn, 2020).

¹⁴ Voir la recension d'Antonin Thyraud (Pochet, *À la recherche de l'Europe sociale*, Presses Universitaires de France, 2019).

¹⁵ Voir la recension d'Antonin Thyraud (Mettler, *Atlas Europe Square*, Urbanomic, 2021).

¹⁶ Robert Cécile et Vauchez Antoine, « L'Académie européenne. Savoirs, experts et savants dans le gouvernement de l'Europe », *Politix*, vol. 89, no 1, 2010, p. 9-34.

¹⁷ Voir la recension de Victor Demege (Canihac, *La fabrique savante de l'Europe*, Larcier, 2020).

recensés esquissent généralement des pistes de développement du projet européen et témoignent d'une attitude largement europhile de la part des auteur·e·s. Cette approche se retrouve également dans un certain nombre de publications scientifiques et différentes pistes explicatives peuvent être esquissées.

Premièrement, le caractère normatif d'une partie de la littérature sur l'UE pourrait être corrélé à l'objet « Europe » lui-même. La forte politisation de l'intégration européenne et la nature non-achevée et en permanente évolution de l'UE pourraient favoriser la prise de position individuelle d'une partie des auteur.e.s. Deuxièmement, le rôle essentiel de l'expertise dans la construction européenne tend également à favoriser le multipositionnement des chercheur·e·s, entre le milieu académique et les enceintes de prise de décision ou du moins de réflexion sur l'UE (e.g. service de recherche du Parlement européen, *think tanks*), à même de réfléchir au projet européen de manière plus *policy-oriented*. Troisièmement, l'intégration régulière de recommandations pratiques au sein des ouvrages, y compris scientifiques, pourrait également refléter les injonctions croissantes à produire de la recherche considérée comme 'utile', c'est-à-dire dont les résultats seraient directement transposables dans la société.

In fine, le champ des études européennes, certes foisonnant et faisant la part belle à un mouvement d'interdisciplinarité naissant, apparaît marqué par une forte fragmentation, donnant lieu à une inflation quantitative des publications sur l'UE sans laisser de place à une structuration théorique marquée. À l'avenir, les études européennes gagneraient peut-être à définir des agendas, orientations de recherches et critères de scientificité de manière collective. C'est sans doute à ce prix qu'elles pourraient trouver une voie d'autonomisation vis-à-vis de leurs objets d'étude, ainsi qu'une légitimité scientifique plus importante dans le champ académique.